

Rapport annuel 2025-2026

Observatoire international des droits linguistiques

Partie I – Bilan des activités 2025-2026

1. Objectifs fixés et résultats atteints

L'année 2025-2026 marque la première année en fonction de l'actuel directeur de l'Observatoire international des droits linguistiques et constitue une année charnière, après quelques années d'inactivité relative. Dans cette optique, plusieurs objectifs ont été fixés dès l'entrée en fonction du nouveau directeur, en juillet 2025 :

1.1 Établir un programme de recherche et de publication à long terme

L'Observatoire a entrepris cette année de travailler sur trois ouvrages de base qui pourront, à long terme, asseoir sa réputation en la matière, contribuer à l'éducation de la population et servir au monde juridique au sens large en matière d'accès à la justice dans les deux langues officielles. Pour deux d'entre eux, l'Observatoire a obtenu un financement de départ lui permettant d'embaucher des assistants de recherche étudiants, placés sous la direction de son agent de projets, et il poursuit la recherche de financement complémentaire. Ces ouvrages portent sur les sujets suivants :

- *La question linguistique au Nouveau-Brunswick (1967-2027)* (financement de 3 000 \$ obtenu du Fonds de développement pour l'avancement du droit de la Faculté de droit de l'Université de Moncton) ;
- *L'ABC des droits linguistiques au Canada* (financement de 3 000 \$ obtenu du même Fonds) ;
- *Les lois linguistiques canadiennes annotées*.

1.2 Réinsérer l'Observatoire dans les milieux de formation et de recherche

Reprise des activités antérieures

- Quatre textes ont été publiés sur notre blogue ; plusieurs textes sont en préparation et en révision, dont l'un rédigé par l'agent de projets, pour la Revue de droit linguistique.
- La veille des actualités juridiques a donné lieu à la présentation sur le site WEB de l'Observatoire de près d'une cinquantaine de nouvelles importantes portant sur les droits linguistiques.

Lancement d'un ouvrage

- Donald Poirier et Sébastien Poirier, *Du bilinguisme à l'autonomie*, Les Éditions de la Francophonie, Caraquet, 2026, 549 pages.

Participation à d'importants colloques

Le directeur y a participé à quatre reprises au cours de l'année, en y présentant chaque fois une communication scientifique :

- « L'accès à la justice en français : entre la théorie et la pratique », *Agora sur l'accès à la justice en français*, Conseil des ministres sur la francophonie canadienne, Winnipeg (juin 2026).
- « Les leçons à tirer de l'interprétation des droits des minorités par la Cour suprême du Canada / Lessons from the Supreme Court of Canada's Interpretation of Minority Rights », congrès annuel de l'Association canadienne des bibliothèques de droit, *Les courants de la résilience / Currents of Resilience*, Moncton (N.-B.) (mai 2026).
- « Belonging, Citizenship and Canadian Constitutional Law / Appartenance, citoyenneté et droit constitutionnel canadien », 22^e Conférence biannuelle de l'Association irlandaise d'études canadiennes, *Canadian Crossings and Belongings / Entrecroisements et appartenances au Canada*, Dublin (mai 2026).
- « L'impact d'une interprétation restrictive des droits linguistiques sur l'accès à la justice / The impact of a restrictive interpretation of language rights on access to justice », *2025 New Brunswick Access to Justice Summit*, University of New Brunswick (octobre 2025).

Le directeur a également contribué aux communications suivantes comme expert :

- « La science en français et l'égalité réelle », présentation au Groupe consultatif externe sur la création et la diffusion d'information scientifique en français du Gouvernement du Canada, Moncton (N.-B.) (octobre 2026)
- « Section 3 of the *Charter* : The Effective Representation », présentation à titre d'expert, Commission de délimitation des frontières électorales de Nouvelle-Écosse, Dartmouth (N.-É.) (juillet 2025).

De plus, l'agent de projets a participé à distance aux 7^{es} Assises européennes du plurilinguisme, organisées du 20 au 22 mai 2026 à l'Université Paris 8 autour des enjeux du plurilinguisme, de la circulation des savoirs et des vulnérabilités linguistiques.

Publication de textes contribuant à l'avancement des droits linguistiques

- par le directeur :

- « Language Politics in New Brunswick since the Year 2000 », chapitre 14 de l'ouvrage *A Canadian Microcosm* (soumis et accepté ; à paraître aux Presses de l'Université de Toronto à l'automne 2026).
- « Le contexte juridique », dans *La politique d'aménagement linguistique et culturel - Un projet de société pour l'éducation en langue française*, Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2026, p. 32-35 (à paraître bientôt, si ce n'est déjà fait).

« Combien de défaites devant les tribunaux faudra-t-il à la province avant de comprendre l'égalité réelle en droit linguistique ? », *L'Acadie Nouvelle* [Caraquet] (18 juin 2026).

« La primauté du droit à géométrie variable : un quart de siècle de résistance aux droits linguistiques au Nouveau-Brunswick (sous-titre : De *Beaulac* à l'affaire de la lieutenante gouverneure : chronique d'une interprétation restrictive » Blogue, site WEB de l'Observatoire international des droits linguistiques (juin 2026)

- autres (sur le Blogue du site WEB de l'Observatoire) :

Michel Doucet, « La publication unilingue des décisions : une pratique incompatible avec l'égalité réelle », 2026.

Michel Doucet, « La décision Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick c Canada : bien au-delà de la question du lieutenant-gouverneur », 2026.

Michel Doucet, « Au-delà du lieutenant-gouverneur : ce que change vraiment la décision de la Cour suprême - Prise 2 », 2026.

Enseignement et rayonnement

Dans cette même optique, le directeur de l'Observatoire a dispensé cette année le cours Droits linguistiques, ainsi que les cours d'Introduction au droit et à la recherche juridique, de Droit constitutionnel et de Droit des peuples autochtones, qui intègrent chacun un volet portant sur les droits linguistiques. L'agent de projets a participé aux quatre cours auxquels l'Observatoire était ainsi associé. Il a notamment aidé les personnes étudiantes nouvellement arrivées (généralement issues de pays de tradition civiliste) à s'intégrer, mais aussi à développer la connaissance et la maîtrise des outils de recherche propres à la common law en français et aux droits linguistiques en particulier. Enfin, le directeur et l'agent de projets ont donné une dizaine de présentations dans des écoles de la province.

1.3 Consolider les effectifs de l'Observatoire

a) Embauche d'un agent de projets hautement qualifié

Grâce à une subvention obtenue de Justice Canada (268 800 \$ sur trois ans de 2025 à 2028), M. Ibrahima Diallo, titulaire d'une maîtrise en droit, a été embauché dès septembre 2025. L'obtention de cette subvention fédérale a grandement contribué à la réalisation de cet objectif. Ses principales fonctions ont été les suivantes :

- soutenir les recherches des personnes étudiantes ;
- agir à titre de rapporteur du concours de plaidoirie Michel-Bastarache, en rédigeant un rapport sur les questions juridiques abordées, à paraître dans la *Revue de droit linguistique* ;
- mener des recherches autonomes liées aux droits linguistiques, ayant donné lieu à un texte intitulé « Les droits linguistiques en droit international : pourquoi une convention

contraignante est devenue indispensable », devant être publié dans la *Revue de droit linguistique* ;

- appuyer de manière générale les travaux de l’Observatoire.

b) Embauche de personnes étudiantes

Sous la direction de l’agent de projets et du directeur, quatre personnes étudiantes ont été embauchées au cours de l’année, notamment grâce à l’obtention de trois subventions de recherche, afin de contribuer aux projets suivants :

- la mise à jour complète des *Annales de droits linguistiques* (années 2024 et 2025), par lesquelles l’Observatoire compile et rend public sur son site Web l’ensemble des textes sur les droits linguistiques publiés chaque année au Canada ;
- en vue de la publication, en 2027, du livre portant sur l’histoire politico-juridique récente des droits linguistiques au Nouveau-Brunswick (1967-2027), année qui coïncide avec la 50^e année d’existence de notre Faculté de droit, des recherches subventionnées par une personne étudiante ont été entreprises dans les archives et les journaux de la province et du pays, afin de documenter, au-delà du droit, les débats des six dernières décennies, sans oublier les recherches dans les revues et recueils juridiques ;
- en vue de la publication, en 2028, de l’ouvrage *L’ABC des droits linguistiques au Canada*, des recherches subventionnées par une personne étudiante ont été menées sur la jurisprudence et les lois pertinentes ;
- en vue de la publication de l’ouvrage *Les lois linguistiques annotées du Canada*, des recherches et des annotations ont été entreprises par une personne étudiante et l’agent de projets, sous la supervision du directeur ;
- en vue d’un colloque national sur l’accès à la justice en français organisé par le Conseil des ministres sur la francophonie canadienne, des recherches subventionnées par ce Conseil (2 100 \$) ont été effectuées et une présentation a été préparée par le directeur, avec l’aide d’une personne étudiante et de l’agent de projets.

2. Mission et mandat

L’Observatoire international des droits linguistiques a ouvert ses portes en janvier 2010. Pour prolonger le rayonnement qu’avait connu le Centre international de la common law en français pendant près de vingt ans, la Faculté de droit a souhaité poursuivre son engagement dans les dossiers linguistiques en mettant sur pied l’Observatoire.

Son mandat est de « développer, appuyer et promouvoir la formation et la recherche en matière de droits linguistiques dans les programmes de la Faculté de droit ainsi que sur les scènes provinciale, nationale et internationale ».

3. Ressources humaines

L'Observatoire compte désormais sur un directeur à mi-temps et un agent de projets à temps plein. Il bénéficie en outre de l'appui de plusieurs personnes étudiantes, au nombre de quatre en 2025-2026, dont une à temps plein au cours de l'été, les autres travaillant en moyenne dix heures par semaine durant l'année universitaire.

4. Ressources matérielles et infrastructure de recherche (RDCI)

L'Observatoire dispose de tous les outils nécessaires à ses recherches. Il occupe par ailleurs un bureau pour son directeur, un bureau d'accueil pour son agent de projets et deux bureaux destinés aux personnes étudiantes.

5. Activités de RDCI : synthèse

Les nombreuses activités de recherche menées en 2025-2026 sont détaillées dans la section 1 du présent rapport. Le tableau suivant en présente une vue d'ensemble chiffrée :

Indicateur	2025-2026
Communications scientifiques et à titre d'expert (directeur)	6
Textes publiés (directeur et autres)	7
Nouvelles juridiques recensées (veille)	~50
Ouvrages de fond en préparation	3
Subventions de recherche obtenues	4
Nouvelles embauches (agent de projet + personnes étudiantes)	1 + 4
Présentations en milieu scolaire	~10
Cours intégrant un volet linguistique	4

Conclusion et perspectives

Le travail accompli par l'Observatoire s'inscrit pleinement dans les chantiers de la Stratégie Cap sur l'avenir. Au chapitre « Enseignement et RDC », il dynamise et promeut un axe prioritaire, celui des études acadiennes et des milieux minoritaires. Au chapitre « Communautés », il enrichit le

débat public sur les enjeux linguistiques, tout en contribuant au développement des talents et à la qualité du milieu de vie.

Après une période d'activité réduite, l'année 2025-2026 aura ainsi permis de relancer l'Observatoire sur des bases solides : consolidation des effectifs, reprise des publications et de la veille, et préparation de trois ouvrages de fond appelés à asseoir sa réputation.

Pour l'an prochain, l'Observatoire se fixe les priorités suivantes :

- poursuivre sur sa lancée en matière de recherche et de publication, en particulier en faisant paraître un nouveau numéro de la *Revue de droit linguistique* et l'ouvrage portant sur *La question linguistique au Nouveau-Brunswick (1967-2027)* ;
- maintenir ses activités récurrentes : *Annales de droits linguistiques*, Actualités juridiques, blogue et communications ;
- faire progresser la préparation des ouvrages *L'ABC des droits linguistiques au Canada* et *Les lois linguistiques annotées du Canada*, en vue d'une publication en 2028.
- Entreprendre la préparation d'un grand colloque national portant sur les développements récents des droits linguistiques au Canada dans le cadre des festivités entourant le 40^e anniversaire de l'Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick en 2027 et la 50^e cohorte étudiante de la Faculté de droit en 2027-2028.